

Unité départementale de Lille
Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 13/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

REMED (ex : R DOOLAE GHE et Cie)

Rue Félix Faure
59350 Saint-André-Lez-Lille

Références : -
Code AIOT : 0007003918

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement REMED (ex : R DOOLAE GHE et Cie) implanté Rue Félix Faure 59350 Saint-André-lez-Lille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite inopinée réalisée le 05/11/2024, s'inscrit dans le cadre d'une opération européenne FRANCO BELGE concernant les ferrailleurs et réalisée ici sur les câbles et métaux reçus par l'exploitant REMED sur son site de Saint-André-lez-Lille.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REMED (ex : R DOOLAE GHE et Cie)

- Rue Félix Faure 59350 Saint-André-lez-Lille
- Code AIOT : 0007003918
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société R.E.M.E.D. est une société du groupe COVANORD. Cette société s'est substituée à la société DOOLAEGHE liquidée par le tribunal de commerce de Lille Métropole en 2015. L'exploitant a donc repris à son profit l'arrêté d'autorisation du 21 août 2009. La société REMED exploite sur son site de SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE :- une plate-forme de récupération de ferrailles, métaux ferreux et non ferreux ; - un point d'apport volontaire de déchets dangereux et non dangereux pour les particuliers et professionnels ; Les activités de l'établissement ont été régulièrement autorisées par arrêté préfectoral d'autorisation du 4 avril 2022. Le site relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2718 (Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793) et du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial) et 2713 (Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712)

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Conditions d'entreposage et de réception des déchets en apports volontaires	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 2.1.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déchets admis sur le site	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 1.2.4	Sans objet
2	Déchets non admis sur le site	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 1.2.5	Sans objet
3	Admission des déchets en apport volontaire	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 2.1.3.1	Sans objet
5	Conditions d'entreposage des déchets collectés	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 2.1.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les points contrôlés, l'inspection a constaté que l'exploitant REMED respecte l'ensemble des dispositions de son arrêté préfectoral du 04/04/2022.

Par contre, le contrôle de police jumelé à cette inspection des installations classées a détecté la présence de câbles volés dans les stocks de l'exploitant REMED. Ces câbles ont été achetés à des particuliers par l'exploitant. L'exploitant REMED n'était pas en mesure de renseigner les forces de police sur l'identité du vendeur de ces câbles. En effet, les achats de câble et métaux précieux sont rassemblés en un même endroit lors de leur stockage sur le site et la traçabilité des bordereaux d'achat n'est alors plus assurée.

Afin d'améliorer la traçabilité des bordereaux d'achat de matières présentant un certain potentiel financier à la revente, il est demandé à l'exploitant de **fournir dans un délai de 3 mois** suivant la réception du présent rapport, **une méthodologie détaillant les moyens mis en œuvre pour assurer le suivi des matériaux détaillés dans chaque bordereau d'achat**. Ce suivi ne concerne que les matériaux présentant un fort potentiel de revente : métaux précieux, câbles, DEEE...

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets admis sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 1.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets admis sur le site proviennent exclusivement: - des particuliers; - des professionnels et établissements privés; Des institutions publiques et communautaires; - des associations La nature et les volumes de déchets susceptibles d'être présents sur le site sont repris en annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 04/04/2022.
Constats : Après examen du registre des déchets entrants sur les années 2023 et 2024, l'inspection a constaté que : - l'ensemble des déchets admis proviennent soit des collectivités, soit des chantiers de BTP, - la nature des déchets admis ainsi que les quantités maximales présentes sur le site étaient conformes aux prescriptions de l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 04/04/2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets non admis sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 1.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Ne peuvent être admis sur le site tout produit ou déchets, autre que ceux repris à l'article 1.2.5 du

<p>présent arrêté, en particuliers sont interdits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les Déchets d'Activité de Soin à Risques Infectieux (DASRI); - les déchets anatomiques; - les armes, explosifs, engins de guerre, - les produits ou matériels radioactifs, - les ordures ménagères brutes, - les produits contenant de l'amiante
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence à l'entrée du site d'un panneau d'affichage d'interdiction d'apport de certains déchets. L'ensemble des déchets interdits à l'article 1.2.5 de l'arrêté préfectoral est listé sur ce panneau d'affichage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Admission des déchets en apport volontaire

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 2.1.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Les déchets sont réceptionnés sous le contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant.</p> <p>Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé à l'usager, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion.</p> <p>Les déchets émettant des gaz odorants susceptibles de gêner le voisinage ne sont pas entreposés plus de deux jours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré que les déchets étaient uniquement réceptionnés de 08h00 à 17h00, soit pendant les heures d'ouverture du site.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'Inspection a pu constater que chaque déchet était réceptionné sous le contrôle d'un réceptionnaire employé par l'exploitant. Pour chaque usager dépositaire de déchet, la réception vérifie l'identité de celui-ci ainsi que le contenu des déchets apportés.</p> <p>En cas de refus, l'usager est informé des filières existantes autorisées pour la prise en charge des déchets. Les déchets refusés peuvent être gardés au maximum une quinzaine de jours sur le site lorsqu'une analyse approfondie des déchets apportés se révèle être nécessaire.</p> <p>Les déchets émettant des gaz odorants ne sont pas admis sur le site de l'exploitant REMED.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Conditions d'entreposage et de réception des déchets en apports volontaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 2.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.

Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures du public.

Constats :

L'inspection a constaté sur site que les déchets non dangereux sont entreposés directement dans les aires, les bennes ou les conteneurs en fonction de leur catégorie. L'inspection a également pu constater que l'affectation destinée à chaque catégorie de déchets était clairement indiquée et délimitée sur le site par des affichages. Le contrôle du degré de remplissage des différents conteneurs est effectué quotidiennement par les agents employés pour la gestion des stocks de déchets.

Chaque opération d'achat de métaux ou de câbles provenant des particuliers, fait l'objet d'un bordereau d'achat détaillant les quantités de produit acheté ainsi que les coordonnées du revendeur.

Or les métaux et les câbles achetés sont ensuite massifiés dans des casiers de stockage, ce qui rend impossible leur identification au moyen des bordereaux d'achat.

Concrètement, lors de l'inspection du 05/11/2024, les forces de police ont identifié dans le stock de câble, des câbles déclarés volés. L'exploitant REMED ayant acheté des câbles volés était ainsi dans l'incapacité de fournir aux forces de police des renseignements sur l'identité du revendeur de ces câbles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande donc à l'exploitant, afin d'améliorer le suivi de ses stocks de matière entrants, de fournir dans un délai de 3 mois suivant la réception du présent rapport, une méthodologie détaillant les moyens mis en œuvre pour assurer le suivi des matériaux détaillés dans chaque bordereau d'achat. Ce suivi ne concerne que les matériaux présentant un fort potentiel de revente : métaux précieux, câbles, DEEE...

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Conditions d'entreposage des déchets collectés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 2.1.6

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Prescription contrôlée :

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées.

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc..).

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas 6 mètres.

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer la dégradation des produits ou déchets gérés, rendant plus difficile leur valorisation ou lorsque l'absence de couverture est susceptible d'entraîner des substances polluantes par les eaux de pluie.

Les piles et accumulateurs au lithium sont conditionnés en fûts métalliques homologués de classe II, chaque fût comporte une sache plastique pour éviter tout contact des piles avec les parois métalliques ainsi qu'une alternance de couches de vermiculites. Les fûts sont fermés pour un couvercle cerclé et sont regroupés dans le hangar de stockage et sont sur rétention.

Les batteries sont placées dans des bacs plastiques de 1 m³ à parois résistantes aux acides et sont stockées sous abri et sur rétention.

Constats :

L'inspection a constaté sur site que les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets étaient distinctes, séparées les une des autres pour des parois béton coupe-feu et étaient clairement repérées.

L'exploitant dispose de bornes de repérage permettant de contrôler la hauteur des déchets entreposés jusqu'à une hauteur de 5 mètres. Les tas de déchets entreposés ne dépassaient pas cette hauteur et ces tas sont situés à plus de 100 mètres des bâtiments à usage d'habitation.

Les zones de stockage des batteries sont couvertes par un auvent.

Les piles et accumulateurs au lithium sont conditionnés en fûts métalliques homologués de classe II, chaque fût comporte une sache plastique pour éviter tout contact des piles avec les parois métalliques ainsi qu'une alternance de couches de vermiculites. Les fûts sont regroupés dans le hangar de stockage et sont sur rétention.

Les batteries sont stockées dans des bennes plastiques résistantes aux acides. Ces bennes sont stockées sous abris.

Type de suites proposées : Sans suite